

Elevages  
9, rue du sabot  
22440 Ploufragan

Ploufragan, le 17/02/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 07/10/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **EARL LES TERRES D'EDEN**

HINGANT  
4 LA VALLEE  
22400 Hénansal

Références : VD/GM/2025/10/07/01  
Code AIOT : 0052201382

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/10/2025 dans l'établissement EARL LES TERRES D'EDEN implanté LA VALLEE 22400 Hénansal. L'inspection a été annoncée le 07/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EARL LES TERRES D'EDEN
- LA VALLEE 22400 Hénansal
- Code AIOT : 0052201382
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Élevage avicole autorisé par arrêté préfectoral en date du 06 décembre 2017, pour une capacité de 89 625 emplacements, avec en annexe une fabrique d'engrais et supports de culture, déclarée pour une capacité de 2.5 tonnes par jour.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Effectifs autorisés	Arrêté Préfectoral du 06/12/2017, article 1.4	Demande d'action corrective	8 mois
3	Fabrique d'engrais et de supports des cultures	Arrêté Préfectoral du 06/12/2017, article 03/01/01	Demande d'action corrective	8 mois
4	Fabrique d'engrais et de supports des cultures	Arrêté Préfectoral du 06/12/2017	Demande d'action corrective	8 mois
9	Défense contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13	Demande d'action corrective	6 mois
13	Parcours des volailles	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 21	Demande d'action corrective	8 mois
14	Notification de changement notable	Autre du 15/01/2010, article Article R181-46-II du code de l'Environnement	Demande d'action corrective	8 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Respect des effectifs animaux ou de la production d'azote du dossier	Arrêté Préfectoral du 06/12/2017, article 1	Sans objet
5	Propreté des installations	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6	Sans objet
6	Préservation de la biodiversité	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 7	Sans objet
7	Tenue du registre des risques	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 8	Sans objet
8	Étanchéité des ouvrage de stockage d'effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-II	Sans objet
10	Installations	Arrêté Ministériel du 27/12/2013,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	électriques et techniques	article 14	
11	Calcul du 170 kg/SAU	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 16-II	Sans objet
12	Déclaration annuelle des flux d'azote	Arrêté Préfectoral du 02/08/2018, article 4.2	Sans objet
15	Déclaration de changement d'exploitant	Autre du 26/01/2017, article R512-68 du code de l'environnement	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Changement du type de production pour le poulailler plein-air qui est passé au sol et transfert en brut des produits censés être normalisés.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 :** Respect des effectifs animaux ou de la production d'azote du dossier

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/12/2017, article 1
<b>Thème(s) :</b> Élevage, dispositions générales
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'EARL Les Terres d'Eden, ci après dénommé l'exploitant, dont le siège social est situé au lieu-dit "la Vallée" à HÉNANSAL est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter à cette adresse, à moins de 35 mètres d'un forage et à moins de 100 mètres des tiers, un élevage de volailles, dont la capacité maximale est de 89 625 emplacements, sous réserve que la rotation des bandes permette de limiter la quantité de l'azote produite à 34 545 UN/an.
<b>Constats :</b>  Mises en place de 51 087 poules pondeuses pour une production de 20 179 uN : <b>Conforme.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 2 :** Effectifs autorisés

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/12/2017, article 1.4
<b>Thème(s) :</b> Élevage, dispositions générales
<b>Prescription contrôlée :</b>  Maximum autorisé de 89 625 emplacements répartis en : poules pondeuses en cage : 45 600 emplacements ; poules pondeuses plein-air : 30 000 emplacements ; Poulettes démarrées : 14 025 emplacements.

<p><b>Constats :</b></p> <p>La poussinière est désaffectée.</p> <p>Mise en place de 21 587 poules pondeuses en cage : <b>Conforme.</b></p> <p>Mise en place de 29 500 poules pondeuses au sol en lieu et place de poules pondeuses plein-air : <b>Non Conforme.</b></p> <p>Un dossier est actuellement en cours avec un bureau d'étude.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 8 mois

**N° 3 : Fabrique d'engrais et de supports des cultures**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/12/2017, article 03/01/01
<b>Thème(s) :</b> Élevage, dispositions générales
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation doit permettre de transformer les fientes issues de l'élevage en un engrais organique qui doit répondre à la norme NFU 42 001.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b>Non Conforme :</b> les fientes issues du poulailler cage ne sont pas transformées en engrais NFU, mais reprises en brut avec un taux voisin de 38 % de matière sèche.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 8 mois

**N° 4 : Fabrique d'engrais et de supports des cultures**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/12/2017
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Gestion des flux – Traçabilité
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Une convention est établie avec une société prestataire de service, qui assure la mise sur le marché ou la reprise vers une installation classée 2170 ou 2780 pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 910 tonnes d'engrais organique, par an, soit 26 676 unités d'azote.</li> <li>- 400 tonnes de fientes brutes par an, soit 10 620 unités d'azote.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b>Non Conforme :</b></p> <p>Comme évoqué au point précédent les fientes issues des poulaillers cages sont reprises en brut.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites

<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 8 mois

**N° 5 : Propreté des installations**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Implantation – Aménagement
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'ensemble des installations et leurs abords, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté.
<b>Constats :</b>  <b>Conforme.</b> Exploitation bien tenue.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Préservation de la biodiversité**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 7
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Implantation – Aménagement
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant prend les dispositions appropriées pour préserver la biodiversité végétale et animale sur son exploitation, notamment en implantant ou en garantissant le maintien d'infrastructures agroécologiques de type haies d'espèces locales, bosquets, talus enherbés, points d'eau.
<b>Constats :</b>  Avec l'arrêt des poules pondeuses plein-air, qui sont désormais au sol, il n'y a plus de parcours d'annexé à l'installation. Toutefois des plantations ont été réalisées et une réflexion est en cours pour redonner au terrain son caractère bocager et développer et préserver la biodiversité.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Tenue du registre des risques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 8
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité – incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison de la présence de gaz (notamment en vue de chauffage) ou de liquides inflammables, sont susceptibles de prendre feu ou de conduire à une explosion.
<b>Constats :</b>  <b>Conforme.</b>

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 8 : Étanchéité des ouvrages de stockage d'effluents**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-II
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution accidentelle/DN
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les équipements de stockage et de traitement des effluents d'élevage visés à l'article 2 sont conçus, dimensionnés et exploités de manière à éviter tout déversement dans le milieu naturel.</p> <p>Les équipements de stockage à l'air libre des effluents liquides sont signalés et entourés d'une clôture de sécurité et dotés, pour les nouveaux équipements, de dispositifs de surveillance de l'étanchéité.</p> <p>Les équipements de stockage des lisiers et effluents d'élevage liquides construits après le 1er juin 2005 et avant le 1er janvier 2014 sont conformes aux I à V et VII à IX du cahier des charges de l'annexe 2 de l'arrêté du 26 février 2002 susvisé ou présentent des caractéristiques permettant de garantir les mêmes résultats.</p> <p>Les équipements de stockage des lisiers et effluents d'élevage liquides construits après le 1er janvier 2014 sont conformes aux I à V et VII à IX du cahier des charges de l'annexe 2 de l'arrêté du 26 février 2002 susvisé ou présentent des caractéristiques permettant de garantir les mêmes résultats.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b>Conforme.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 9 : Défense contre l'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité – incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux par exemple) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre.</p> <p>A défaut des moyens précédents, une réserve d'eau d'au moins 120 m<sup>3</sup> destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances.</p> <p>La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre.</p> <p>Ces moyens sont complétés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- s'il existe un stockage de fioul ou de gaz, par la mise en place à proximité d'un extincteur portatif</li> </ul>

<p>à poudre polyvalente de 6 kilogrammes, en précisant : « Ne pas se servir sur flamme gaz » ;</p> <p>- par la mise en place d'un extincteur portatif « dioxyde de carbone » de 2 à 6 kilogrammes à proximité des armoires ou locaux électriques.</p> <p>Les vannes de barrage (gaz, fioul) ou de coupure (électricité) sont installées à l'entrée des bâtiments dans un boîtier sous verre dormant correctement identifié.</p> <p>Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur.</p> <p>Sont affichées à proximité du téléphone urbain, dans la mesure où il existe, et près de l'entrée du bâtiment, des consignes précises indiquant notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le numéro d'appel des sapeurs-pompiers : 18 ;</li> <li>- le numéro d'appel de la gendarmerie : 17 ;</li> <li>- le numéro d'appel du SAMU : 15 ;</li> <li>- le numéro d'appel des secours à partir d'un téléphone mobile : 112 ;</li> </ul> <p>ainsi que les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'installation.</p> <p>Après avis des services d'incendie et de secours, des moyens complémentaires ou alternatifs de lutte contre l'incendie peuvent être fixés par l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Extincteurs et consignes et n° d'appel d'urgence : <b>Conforme.</b></li> <li>- DECI : Une poche souple, dont l'emplacement a été vu avec le SDIS a été mise en place. Toutefois, lors de l'inspection, s'étant trouvée percée, celle-ci était hors d'usage. Les exploitants ont indiqué qu'il était prévu de la réparer sous quinze jours. Par la suite les exploitants ont indiqué que la réparation a été infructueuse et qu'une nouvelle poche était commandée et que le lit de sable pour l'accueillir allait être revu : <b>Non Conforme</b>, mais des actions correctives sont entreprises.</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 6 mois</p>

#### N° 10 : Installations électriques et techniques

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité – incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les installations électriques sont conçues et construites conformément aux règlements et aux normes applicables.</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques et techniques (gaz, chauffage, fioul) sont entretenues en bon état et vérifiées par un professionnel tous les cinq ans ou tous les ans si l'exploitant emploie des salariés ou des stagiaires.</p>



Un plan des zones à risque d'incendie ou d'explosion telles que mentionnées à l'article 8, les fiches de données de sécurité telles que mentionnées à l'article 9, les justificatifs des vérifications périodiques des matériels électriques et techniques et les éléments permettant de connaître les suites données à ces vérifications sont tenus à la disposition des services de secours et de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, dans un registre des risques.
<b>Constats :</b>  Contrôle des installations électriques réalisé. Si des non-conformités ont été relevées lors de ce contrôle, un devis a été signé et présenté pour la mise en oeuvre des actions correctives, qui ont été réalisées peu après l'inspection, facture à l'appui. <b>Conforme.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 11 : Calcul du 170 kg/SAU**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 16-II
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution diffuse/DN
<b>Prescription contrôlée :</b>  Directive Nitrates du 31/12/1991 : ANNEXEIII : Ces mesures assurent que, pour chaque exploitation ou élevage, la quantité d'effluents d'élevage épandue annuellement, y compris par les animaux eux-mêmes, ne dépasse pas une quantité donnée par hectare. Cette quantité donnée par hectare correspond à la quantité d'effluents contenant 170 kilogrammes d'azote.
<b>Constats :</b>  <b>Conforme :</b> 148 uN/ha sur le parcours avant passage de poules pondeuses plein-air à poules pondeuses au sol en claustration.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 12 : Déclaration annuelle des flux d'azote**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/08/2018, article 4.2
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution diffuse
<b>Prescription contrôlée :</b>  PAR 7 Art 4.2 : Toute personne physique ou morale épandant des fertilisants azotés sur une parcelle agricole située en région Bretagne ou dont l'activité génère un fertilisant azoté destiné à l'épandage sur une parcelle agricole, que cette parcelle soit située ou non dans la région, a l'obligation d'effectuer chaque année une déclaration, sincère et véritable des quantités d'azote de toutes origines épandues ou cédées. En application de l'article L.211-3, point III du code de l'environnement, cette obligation est étendue aux vendeurs d'azote minéral et aux opérateurs effectuant la transformation d'effluents d'élevage et/ou le commerce de fertilisants organiques produits à partir d'effluents d'élevage. La déclaration couvre la période allant du 1er septembre de l'année précédant l'année en cours au 31 août de l'année en cours et s'applique à l'ensemble des personnes mentionnées dans cet article.

<b>Constats :</b>
<b>Conforme.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 13 : Parcours des volailles**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 21
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution diffuse
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Pour l'élevage de volailles en enclos, en volières et en parcours, toutes les précautions sont prises pour éviter l'écoulement direct de boues et d'eau polluée vers les cours d'eau, le domaine public et les terrains des tiers. Lorsque la pente du sol est supérieure à 15 % un aménagement de rétention des écoulements potentiels de fientes, par exemple un talus, continu et perpendiculaire à la pente, est mis en place le long de la bordure aval du terrain concerné, sauf si la qualité et l'étendue du terrain herbeux est de nature à prévenir tout écoulement.</p> <p>Lorsque les volailles ont accès à un parcours en plein air, un trottoir en béton ou en tout autre matériau étanche, d'une largeur minimale d'un mètre, est mis en place à la sortie des bâtiments fixes. Les déjections rejetées sur les trottoirs sont raclées et soit dirigées vers la litière, soit stockées puis traitées comme les autres déjections.</p> <p>Les parcours des volailles sont herbeux, arborés, ou cultivés, et maintenus en bon état. Toutes les dispositions sont prises en matière d'aménagement des parcours afin de favoriser leur fréquentation sur toute leur surface par les animaux.</p> <p>La rotation des terrains utilisés s'opère en fonction de la nature du sol et de la dégradation du terrain. Un même terrain n'est pas occupé plus de vingt-quatre mois en continu. Les terrains sont remis en état à chaque rotation par une pratique culturale appropriée.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b>Non conforme :</b> suite au changement de production, le parcours n'est plus accessible aux poules pondeuses.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 8 mois

**N° 14 : Notification de changement notable**

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 15/01/2010, article Article R181-46-II du code de l'Environnement
<b>Thème(s) :</b> Élevage, dispositions générales
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, instal-</p>

lations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article [L. 181-1](#) inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.

**Constats :**

**Non conforme :**

Absence de normalisation des fientes produites issues des poulaillers cage et changement du type de production avec arrêt des poules pondeuses plein-air, sans notification préalable.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 8 mois

**N° 15 : Déclaration de changement d'exploitant**

**Référence réglementaire :** Autre du 26/01/2017, article R512-68 du code de l'environnement

**Thème(s) :** Élevage, dispositions générales

**Prescription contrôlée :**

Sans préjudice des dispositions de l'article R. 181-47, et sauf dans le cas prévu à l'article R. 516-1, lorsqu'une installation classée soumise à enregistrement ou à déclaration change d'exploitant, le nouvel exploitant en fait la déclaration au préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation. Un arrêté du ministre chargé des installations classées fixe le modèle national de cette déclaration et précise les conditions dans lesquelles elle est transmise par voie électronique.

**Constats :**

Déclaration de changement d'exploitant (changement statutaire) a été remise en main propre le jour de l'inspection.

**Conforme.**

**Type de suites proposées :** Sans suite